

CONTRE LA PRECARITE, POUR L'EMPLOI ET LES DROITS DES PRIVES D'EMPLOI

Samedi 5 Décembre : Mobilisons-nous !

Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires considèrent que le confinement décidé par le chef de l'Etat est encore plus clair que celui décidé en mars : il s'agit désormais de répondre exclusivement aux impératifs du patronat et en particulier des grands groupes (GAFA, etc.) puisque pour les salarié.es, tout est dorénavant interdit - ou presque - sauf d'aller travailler. Dans une société capitaliste, seule l'économie est importante.

Les mesures liées au confinement vont inévitablement accélérer les plans de suppressions d'emplois, de licenciements et une remise en cause des droits auxquels des dizaines voire des centaines de milliers de salariés sont déjà confrontés, en particulier dans le commerce, la restauration, etc. C'est en particulier les plus précaires, les « premiers de corvée » les plus exposés, qui subissent de plein fouet cette vague de licenciements.

La précarité et le chômage s'aggravent encore, les mécanismes de compensation mis en place à travers le chômage partiel sont certes utiles mais insuffisants. Ils ne peuvent cacher les licenciements massifs et d'opportunité des grands groupes, tandis qu'on leur verse des subventions et aides de toutes natures sans conditionnalité ni contrepartie. Ils ne peuvent pas non plus compenser les dégâts provoqués par la mise en place du premier volet de la réforme de l'assurance chômage dont nous exigeons l'abrogation dans sa

totalité. Les minimas sociaux et les salaires doivent être fortement revalorisés pour permettre aux plus pauvres, de plus en plus nombreux, y compris en Aveyron, de subvenir à leurs besoins. Le RSA doit pouvoir être versé dès 18 ans et l'aide à la recherche du premier emploi remis en place. Face à l'explosion de la précarité étudiante, il faut d'urgence augmenter le nombre de boursier.es, le montant des bourses et des APL.

L'Etat d'urgence sanitaire prolongé jusqu'au 16 février, remet en cause le droit du travail (durée hebdomadaire à 60 heures, travail du dimanche facilité, repos quotidien réduit, imposition des congés payés, etc.) et porte gravement atteinte aux libertés publiques et droits fondamentaux. Le retour des attestations, des restrictions de déplacement, des amendes façonne une société de la surveillance du contrôle que nous dénonçons.

Et avec la loi sécurité globale, le gouvernement franchit un cap historique dans la remise en cause de la liberté de manifester et porte une atteinte sans précédent aux droits fondamentaux et à la liberté d'informer.

Nos organisations n'accepteront jamais de tomber inexorablement dans l'ère de la répression et de la soumission. Non cette crise majeure ne doit pas servir à bâillonner les citoyen.nes, mais au contraire, elle doit être l'opportunité et l'obligation d'impulser une réelle transformation sociale, émancipatrice et écologique.

Face à une politique entièrement dirigée contre nos droits et conquis, l'heure est à l'action !

Le samedi 5 décembre, l'intersyndicale CGT/FSU/SOLIDAIRES de l'Aveyron, appelle les salarié.es, retraité.es et privé.es d'emploi à une journée nationale d'action :

- **Rodez**, 10h30 Place d'Armes, devant Finances publiques.
- **Decazeville**, 11h devant Pôle emploi.
- **Villefranche**, 11h devant la Mairie.
- **Millau**, 10h30 devant Pôle emploi.
- **Capdenac**, 10h30 au kiosque.
- **St Affrique**, 10h30 place de la poste.

